

[illegible]

C	C	C		C	C		C	C	C	C	C		C			C			
C			C		C		C						C			C			C
C		C		C		C	C	C	C	C			C			C		C	C
C	C	C		C	C		C						C	C	C	C		C	C
C			C		C		C						C			C		C	C
C			C		C	C	C	C	C	C	C		C			C		C	C
C			C		C	C	C	C	C	C	C		C			C		C	C

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

Mercredi 5 décembre 2012 à 14h

**Salle Henri Lavielle
au Conseil Général des Landes**

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, BEAUQUESTE, CABE, CASTET, COUTURE, DARRIEUX, DUBERTRAND, DUZER, GUILHAS, LAJUX, PASTOURET, PAYROS, SOUDAR et SUBSOL

Etaient excusés : MM CASTAINGS, CHANTRE, FAUQUE, LAHOUN et VERDIER

DOSSIER III - RESSOURCES HUMAINES

Gestion des Ressources Humaines - Régime indemnitaire

Exposé des motifs :

Chaque assemblée peut instaurer un régime indemnitaire selon les mêmes dispositions que celles prévues pour les fonctionnaires de l'Etat de corps équivalent ou opter pour la conception d'un système original en respectant le principe selon lequel les agents territoriaux ne peuvent percevoir un montant global de primes supérieur à celui auquel pourraient prétendre les fonctionnaires d'Etat d'un corps équivalent au cadre d'emploi concerné.

Etant entendu qu'au sein de l'Institution Adour les agents non titulaires ne bénéficiaient pas jusqu'à présent de régime indemnitaire et que leur situation était revalorisée par augmentation de l'indice de rémunération. Cette solution pose des difficultés au moment des titularisations éventuelles et ne permet pas à l'autorité territoriale de moduler l'avancement à sa convenance.

Il est donc proposé au Conseil d'Administration d'autoriser le Président à instaurer un régime indemnitaire au profit des agents non titulaires occupant ses fonctions depuis plus d'un an au sein de la collectivité.

Ces primes seront versées par référence :

- Pour les agents des filières administratives et sanitaires et sociales :

- l'indemnité d'exercice des missions de préfecture (IEMP) telle que définie par le décret n° 97-1223 et 1224 du 26 décembre 1997,

Le coefficient appliqué pour le calcul de l'attribution individuelle ne pourra dépasser 3, en fonction de la manière de servir de l'agent.

- Pour les agents de la filière technique :

- la prime de service et de rendement (PSR) telle que définie par le décret n° 72-18 du 5 janvier 1972 modifié au taux maximum,

Les montants individuels seront modulés sans pouvoir excéder le double des taux moyens et dans la limite du crédit global par grade.

En cas de modification des textes cités ci-dessus, les nouveaux textes et leurs modalités seront transposés automatiquement dans l'assise réglementaire du régime indemnitaire des agents de l'Institution Adour.

A titre individuel, toutes primes confondues, l'agent ne pourra se voir allouer un montant de primes supérieur à celui pouvant être versé à un fonctionnaire d'Etat de corps équivalent tel que défini par l'annexe du décret du 6 septembre 1991 susvisé.

.../...

Le montant de ces primes sera déterminé en fonction, d'une part, des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées à l'emploi et, d'autre part, à la qualité des services rendus.

Les attributions individuelles feront l'objet d'un arrêté.

Cette délibération annule et remplace la délibération du 8 avril 2010 en ses dispositions relatives à l'avancement des agents contractuels,

Après avis du comité technique paritaire,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- que ces primes seront versées mensuellement,
- que ce régime indemnitaire sera versé aux agents au prorata de la durée hebdomadaire légale de travail et du temps partiel,
- d'inscrire les crédits budgétaires nécessaires au versement de ces indemnités au budget de la collectivité ou de l'établissement public et charge l'autorité territoriale de procéder aux attributions individuelles en tenant compte des conditions de versement arrêtées par la présente délibération,
- que les montants votés seront revalorisés selon les mêmes variations et conditions que celles applicables aux agents de l'Etat (ou subiront le même pourcentage d'augmentation),
- de charger Monsieur le Président de procéder aux attributions individuelles en tenant compte des plafonds déterminés par la réglementation et, éventuellement, des critères d'attribution retenus.

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Jean-Claude DUZER